

nement d'avoir essayé et d'avoir échoué; que ne l'avons-nous vu agir en ce sens. Elle reproche plutôt au gouvernement son inaction malgré la menace d'un désastre imminent.

De tout temps, les hommes politiques ont recouru aux hyperboles pour étayer leurs arguments. Certains seront donc portés à croire que lorsque j'utilise l'expression «désastre imminent», ce n'est qu'une exagération comme les autres. Mais il n'en est rien, monsieur l'Orateur. J'estime que ces mots sont bien pesés et décrivent très exactement la situation qui se prépare au Canada.

Vers quel genre de société allons-nous si l'expansion désordonnée et dérégulée de nos cités actuelles se poursuit sans contrôle? Quel genre de citoyen émergera de ces enchevêtrements d'activités frénétiques que nous appelons avec complaisance des villes, des villes enfouies sous la pollution, abruties par la circulation et assourdies par le bruit? Pendant combien de temps encore les hommes demeureront-ils sains d'esprit s'ils ne peuvent jamais échapper à leurs voisins, s'ils ne peuvent jamais connaître le silence et si toute tentative pour se récréer doit nécessairement être précédée et suivie d'un voyage qui met les nerfs à vif sur des routes mauvaises et encombrées? Quel genre de Canadiens allons-nous engendrer?

Nous savons que si le taux actuel du niveau du bruit dans les régions urbaines continue d'augmenter et n'est pas contrôlé, la plupart des enfants nés aujourd'hui souffriront de graves déficiences de l'ouïe lorsqu'ils auront 26 ans. Nous savons qu'un enfant sur dix qui naissent aujourd'hui au Canada souffrira de troubles émotifs assez graves pour exiger un traitement. Nous savons que la moitié des maladies dont souffrent aujourd'hui les Canadiens sont le résultat direct ou indirect de facteurs d'ordre psychologique. Nous avons vu les villes de nos voisins du Sud convulsées par les émeutes et les actes de violence criminels et des signes avant-coureurs laissent présager des événements semblables dans nos villes canadiennes.

En l'occurrence, je ne parviens tout simplement pas à comprendre pourquoi le gouvernement n'agit pas. En outre, il devient de plus en plus évident qu'un grand nombre de députés du parti au pouvoir ne pourront tolérer beaucoup plus longtemps l'inaction actuelle sans s'exposer à la colère de leurs mandants. Un ministre a donné sa démission, un autre député a quitté le caucus libéral pour des motifs liés à cette question. Je conseillerais à un plus grand nombre de députés libéraux représentant des villes de réfléchir à des mesures semblables s'ils veulent revenir à la

Chambre après les prochaines élections générales.

Ce que le Nouveau parti démocratique demande, c'est un programme d'ensemble pour tout le pays, qui tienne compte des tendances démographiques actuelles, soit la concentration d'un nombre sans cesse croissant d'habitants dans nos centres urbains déjà peuplés. Nous prétendons qu'il nous faut décider si nous continuerons de concentrer notre industrie et notre population plutôt que d'employer les moyens mis à notre disposition par la technologie moderne pour encourager la décentralisation de la population, et par suite la création de collectivités à l'échelle humaine.

Nous exigeons des politiques intelligentes, globales, sur l'usage des terres en vertu desquelles, par exemple, les usines et l'expansion des banlieues cesseront de dévorer des terres arables irremplaçables. Nous demandons, entre autres, au gouvernement d'examiner les possibilités d'aménager dans nos villes et dans les environs des terres se prêtant à la production de produits agricoles à culture intense, pour ainsi fournir à nos villes des produits locaux, et en même temps créer des ceintures de verdure, d'une part pour assurer une certaine beauté aux citadins et d'autre part pour morceler la concentration industrielle qui contribue pour beaucoup à nos problèmes de pollution. Au fond, par notre résolution, nous demandons pourquoi un gouvernement qui a compris la nécessité de créer des ceintures de verdure, des régions de récréation, la nécessité de consacrer une certaine attention au besoin qu'a l'homme de beauté, de paix et d'un milieu aux dimensions humaines par une exposition mondiale, Expo 67, où les gens n'ont passé qu'une partie de leur journée, pourquoi, dis-je, ce gouvernement ne parvient pas à voir la nécessité d'agréments semblables dans les villes où la plupart de nos citoyens passent toute leur vie.

Dans ses observations, le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault), comme d'habitude a raté le coche. Je pourrais dire qu'à ce seul titre, il devrait être admissible à siéger au cabinet. Il a accusé le Nouveau parti démocratique de vouloir consacrer moins d'argent à nos villes et moins d'attention à leurs problèmes. Bien au contraire, le passage qu'il a cité exige qu'on mette un terme au rafistolage affolé auquel s'adonne le gouvernement actuel en périodes de crise. Il exige la mise au point d'une formule cohérente et rationnelle afin d'aborder les problèmes qui vont de pair avec l'urbanisation. C'est cette absence de formule que condamne la motion dont nous sommes saisis.